

NOUVELLES POLITIQUES.

Nous disions, dans notre dernier numéro que Québec avait été sacrifié au caprice d'un ministère qui veut à tout prix se maintenir au pouvoir. Nous n'avons eu malheureusement que trop raison, car les nouvelles qui nous viennent du Parlement, et les diverses opinions que nous avons recueillies çà et là, sont peu propres à modifier nos idées à l'adresse de quelques uns de nos députés, qui n'ont pas eu honte de donner au pouvoir une victoire qui nous sera fatale. C'est folie à nous de chercher nos ennemis dans le Haut-Canada, nos ennemis les plus acharnés, les plus dangereux sont dans nos propres rangs. Pour avoir cru trop facilement aux promesses trompeuses du Pouvoir, nous craignons que ces hommes serviles nous aient fait une bien triste position. L'atmosphère royal que M. Cartier à eu l'honneur de respirer pendant quelques jours au château de Windsor, nous a valu cet état de chose. Jusque là, forts de la déclaration formelle du gouvernement, nous pouvions espérer que la question du siège du gouvernement resterait une question ouverte. Mais, hélas ! c'était une vaine illusion, le chef du ministère nous est venu d'Europe, tout transformé, et les choses ont changé de face. Encore tout ému des sourires gracieux de notre charmante Souveraine M. Cartier a dit qu'il fallait de toute nécessité maintenir le choix d'Outaouais, fallut-il mourir à la peine. Votez pour Outaouais a-t-il dit aux députés mercenaires de Québec et vous aurez le siège du gouvernement pour quatre ans. Et nos députés, leurrés par ces promesses, ont prêté leur appui au ministère et ont consacré le principe du gouvernement fixe. Aujourd'hui, néanmoins, certaines rumeurs viennent détruire peu à peu nos illusions. Il paraîtrait que la translation du siège du gouvernement à Québec n'est pas encore passée dans le domaine de la certitude.

L'adresse est votée, comme on le sait, et le ministère va se reposer tranquillement sur ces lauriers. Pensera-t-il à remplir cette promesse faite sous le coup d'un danger sérieux ? Dieu le sait.

Quant à nous, nous pensons que le gouvernement aura bien d'autres entraves à rencontrer et qu'il ne se fera aucun scrupule de sacrifier Québec sous quelque prétexte d'économie. Nous souhaitons avoir montré le pire côté de la médaille ; mais pour le moment nous ne pouvons changer nos idées, ce que nous voyons autour de nous, nous force à parler de la sorte. Plaise à Dieu que ces plaintes exhalées sur le sort de notre pays puisse réveiller l'apathie du peuple et lui faire écraser les vipères qu'il a réchauffées dans son sein.

S'ARRANGERONT-ILS ?

Nos lecteurs n'ignorent pas que depuis longtemps le Gouvernement des États-Unis et principalement le vieil habitant de la Maison Blanche portent des regards avides sur l'Isle de Cuba, la plus belle et la plus riche des colonies espagnoles. De son côté, l'Espagne désirerait avoir la possession d'un certain lot de terre appelé Key-Wesk.

On parle aussi, dans le Congrès, d'acheter à beaux deniers toutes les possessions anglaises de l'Amérique du Nord. Ce n'est pas tout, lecteurs, l'Angleterre ne veut pas rester en arrière dans ce trafic territorial. Elle prétend acheter le Maine. Cette manière d'agrandir son territoire est toute pacifique et vaut mieux, sans contredit, que la conquête par les armes. Cependant il nous semble qu'il n'est pas bien juste de forcer des fidèles sujets à vivre sous d'autres lois et sous un gouvernement qui leur sont souvent antipathiques.

Il pourrait bien arriver aussi que toutes ces belles apparences de paix et d'amitié, prendraient une teinte un peu plus foncée, du moins si nous voulons en croire quelques journaux qui assurent que, du moment que le Congrès aura voté les 30 millions pour acheter l'Isle de Cuba, l'Ambassadeur espagnol demandera ses passe-ports.

LE PRO-MAIRE.

Nos lecteurs ne devront pas être surpris si quelque bon jour nous leur annonçons que Mr. George Hall s'est fait capucin. Ne voilà-t-il pas qu'il se mêle

de discuter Théologie et qu'il s'est fait apôtre, et a prêché devant un assemblément qu'il fit pour protéger Mr. Chiniquy.

Le Pro-Maire, le premier magistrat de la ville, celui qui doit veiller à ce que la paix publique ne soit pas troublée, faire des rassemblements sous le prétexte qu'il doit protéger un étranger, et dans ce rassemblement insulter à ceux à qui il doit enseigner le savoir vivre, l'obéissance aux lois, n'est-ce pas désolant ! !

Nous croyons que cette conduite du Pro-Maire a été désapprouvée non seulement des Catholiques ; mais aussi de tous les protestants honnêtes et amis de la paix.

Si par cette action il a cru irriter les Catholiques, nous pouvons lui assurer qu'il ne s'est tout au plus qu'attiré leur pitié.

Nous aimons mieux croire que Mr. G. Hall a agi en cela plutôt avec irréflexion qu'avec malice. S'il a agi avec malice, nous méprisons souverainement son attaque, et si c'est avec irréflexion, nous lui pardonnons, car nous le savons d'un caractère assez emporté.

Pour que sa témérité lui serve de leçon, nous extrairons du *Courrier du Canada*, l'anecdote suivante, que nous lui conseillons d'apprendre par cœur :

“ Le célèbre et facétieux Swift, ministre anglican, fit un jour, en riant, une excellente réponse, dont nous recommandons la méditation à notre concitoyen M. Hall.—Un trop zélé protestant annonçait à Swift, avec une grande joie, qu'un prêtre catholique interdit et excommunié par son évêque s'était fait protestant : ”

—“ C'est un bon tour joué au Pape, ajoutait-il.”

—“ Au contraire, répliqua Swift, c'est un bon tour que nous joue le Pape, il nettoie son jardin et jette ses mauvaises herbes dans le nôtre.”

LE GRAND JURY.

Nous avons lu l'adresse du grand Jury. Nous y voyons qu'il a compris la noblesse de sa tâche ; aussi s'en est-il acquitté avec une scrupuleuse impor-